

TESS 2012

QUESTIONNAIRE | 12 juin



NOM :

PRÉNOM :

CLASSE :

N° D'ORDRE :

... /100

RAPPEL

Tant pour la pertinence que pour la fiabilité, **JUSTIFIE CLAIREMENT** tes réponses à l'aide :

- des éléments précis tirés du dossier documentaire ;
- des liens éventuels entre les documents ;
- et, bien entendu, de tes connaissances.

DOCUMENT 2 :

R. McNAMARA, *Notes*.

- **PERTINENCE :** **OUI** **NON**

- **JUSTIFICATION(S) :**

DOCUMENT 3 :

Caricature de F. BEHRENDT.

- **PERTINENCE :** **OUI** **NON**

- **JUSTIFICATION(S) :**

DOCUMENT 4 :

N. KHROUCHTCHEV, *Souvenirs*.

- **PERTINENCE :** **OUI** **NON**

- **JUSTIFICATION(S) :**

DOCUMENT 7 :

Télégramme diplomatique de M. ALPHAND.

- **PERTINENCE :** **OUI** **NON**

- **JUSTIFICATION(S) :**

ATTENTION : Pour chaque document, plusieurs raisons de se fier et plusieurs raisons de se méfier sont généralement possibles.

DOCUMENT 1 :

J.-Y. HAINE, *Kennedy, Khrouchtchev...*

RAISONS DE S'Y FIER
(JUSTIFICATIONS)

RAISONS DE S'EN MÉFIER
(JUSTIFICATIONS)

DOCUMENT 4 :

N. KHROUCHTCHEV, *Souvenirs.*

RAISONS DE S'Y FIER
(JUSTIFICATIONS)

RAISONS DE S'EN MÉFIER
(JUSTIFICATIONS)

DOCUMENT 5 :

Extrait de l'intervention de Fidel CASTRO.

RAISONS DE S'Y FIER
(JUSTIFICATIONS)

RAISONS DE S'EN MÉFIER
(JUSTIFICATIONS)

DOCUMENT 6 :

R. KENNEDY, *13 jours La crise des missiles de Cuba*

RAISONS DE S'Y FIER
(JUSTIFICATIONS)

RAISONS DE S'EN MÉFIER
(JUSTIFICATIONS)

DOCUMENT 8 :

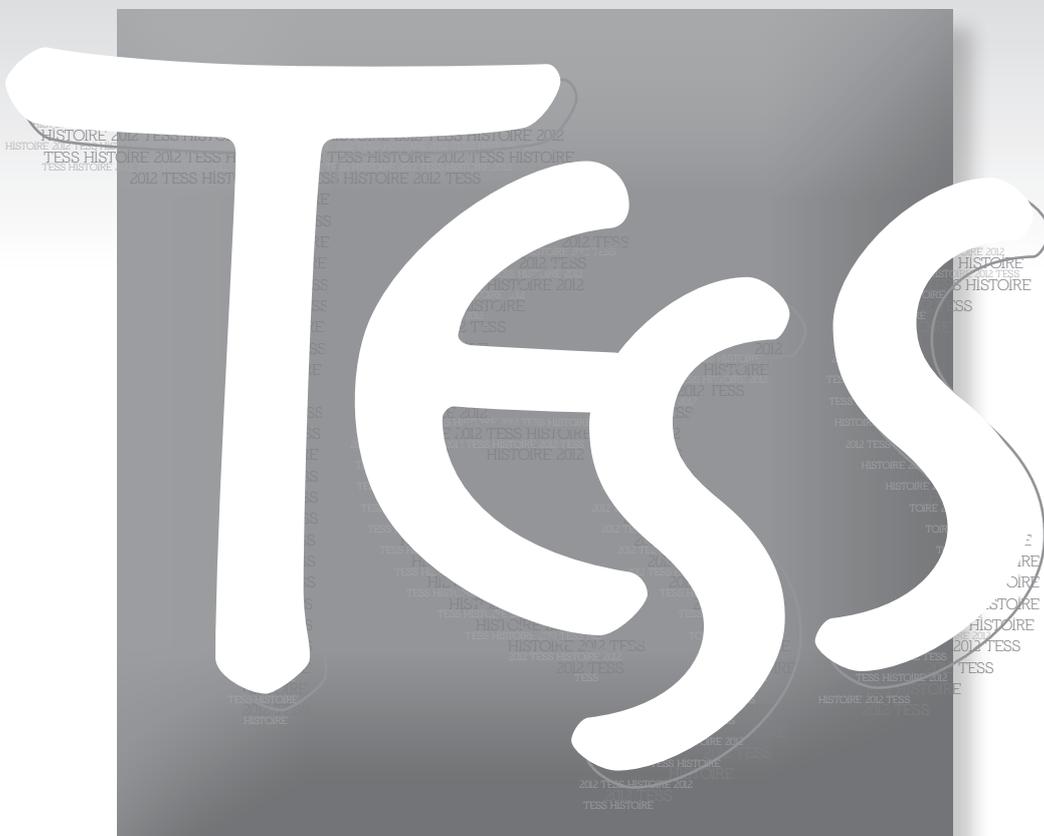
Le Drapeau Rouge.

RAISONS DE S'Y FIER
(JUSTIFICATIONS)

RAISONS DE S'EN MÉFIER
(JUSTIFICATIONS)

TESS2012

PORTEFEUILLE DE DOCUMENTS



NOM :

PRÉNOM :

CLASSE :

N° D'ORDRE :

HISTOIRE
Compétence 2 : critiquer

Les différents documents relatifs à cette évaluation externe ont été rédigés selon les rectifications orthographiques de 1990 ; à l'exception des textes ou extraits de textes d'auteurs qui, eux, ont été retranscrits sans aucune modification.

LA CRISE DES MISSILES À CUBA : ENTRE FAUCONS ET COLOMBES ?

CONSIGNES

Dans quelques mois, la presse ne manquera pas de rappeler le 50^e anniversaire de la crise des missiles à Cuba.

De nombreux spécialistes, des acteurs et des témoins des événements sont aujourd'hui convaincus que cette crise fut le moment de la guerre froide où le monde a été le plus proche d'un conflit atomique planétaire.

En se replongeant dans l'emballement dramatique de ces événements, des historiens se sont posé la question suivante :

Pendant la crise des missiles, en octobre 1962, quels étaient, au sein des camps américain, soviétique et cubain, les partisans et les adversaires d'un affrontement militaire ?

Sans prétendre faire la vérité sur des événements qui divisent encore les spécialistes, soumetts le dossier documentaire ci-joint à la critique.

1. Détermine et justifie la pertinence ou la non pertinence des documents 2, 3, 4, 7.
2. Pour les documents 1, 4, 5, 6, 8, énonce et justifie les raisons de s'y fier et/ou de s'en méfier.

Tant pour la pertinence que pour la fiabilité, **justifie clairement** tes réponses à l'aide

- des éléments précis tirés du dossier documentaire ;
- des liens éventuels entre les documents ;
- et, bien entendu, de tes connaissances.

Au début du dossier documentaire, tu trouveras des informations utiles à la compréhension des événements relatifs à la crise des missiles à Cuba.

CRITÈRES D'ÉVALUATION

1. Analyse de la documentation : pertinence	30 points
2. Critique de la documentation : fiabilité	45 points
3. Profondeur	15 points
Mobilisation du contenu des documents	
Liens entre les contenus de plusieurs documents	
et/ou entre les contenus des documents et tes connaissances	
Exactitude	5 points
Pas d'erreur dans l'analyse des documents	
4. Langue et soin	5 points
TOTAL	100 points

LA CRISE DES MISSILES DE CUBA

CHRONOLOGIE SÉLECTIVE DES ÉVÉNEMENTS

JANVIER 1959 Révolution cubaine et arrivée au pouvoir de Fidel Castro.

AVRIL 1961 Échec du débarquement de troupes anticastristes soutenues par les États-Unis dans la Baie des Cochons¹ à Cuba.

OCTOBRE 1962 Crise des missiles à Cuba.

Dimanche 14 octobre

Un avion-espion américain (U2) photographie sur l'île de Cuba des rampes de lancement pour missiles nucléaires. Les États-Unis apprennent en même temps que des cargos soviétiques transportant des fusées font route vers Cuba.

Lundi 15 octobre

L'analyse des photos aériennes par les experts de la CIA révèle que les rampes de lancement installées pourraient être opérationnelles sous 15 jours.

Mardi 16 octobre

Le président américain John Fitzgerald Kennedy est informé des observations faites deux jours plus tôt. Une cellule de crise qui sera appelée plus tard l'ExComm (Comité exécutif du Conseil national de sécurité) se réunit pour la première fois. Elle est composée notamment de J.F. Kennedy (Président depuis 1961), de R. Kennedy (Attorney General²), de R. McNamara (Secrétaire à la Défense³) et de J. Mc Cone (Directeur de la CIA).

Mercredi 17 octobre

Réunion de l'ExComm, en l'absence du président J.F. Kennedy, au cours de laquelle les chefs militaires recommandent une attaque aérienne ciblée.

Vendredi 19 octobre

Nouvelle réunion de l'ExComm au cours de laquelle les chefs militaires recommandent au président une attaque aérienne massive sur Cuba.

Lundi 22 octobre

Le président J. F. Kennedy annonce dans un discours télévisé le blocus maritime de Cuba.

Mardi 23 octobre

Toutes les forces militaires américaines dans le monde sont placées en « alerte spéciale ». Le même jour, Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du Parti Communiste, critique la politique américaine d'ingérence dans les affaires intérieures cubaines.

Mercredi 24 octobre

Le blocus de l'île entre en vigueur. Les cargos soviétiques font demi-tour. Le Secrétaire général de l'ONU, U Thant, demande la suspension du blocus par les Américains et celle de l'envoi des armes par les Soviétiques.

Jeudi 25 octobre

Les États-Unis intensifient leur blocus.

Vendredi 26 octobre

Un marchandage officieux est négocié en coulisse par les représentants de J.F. Kennedy et de N. Khrouchtchev. Cet arrangement est officialisé le 27 octobre.

Samedi 27 octobre

L'URSS s'engage à retirer ses armes offensives. En contrepartie, les États-Unis s'engagent à ne pas renverser le régime cubain. Le même jour, F. Castro ordonne de tirer sur tout avion américain survolant Cuba. Un avion-espion (U2) est abattu.

Dimanche 28 octobre

J.F. Kennedy et N. Khrouchtchev confirment le compromis.

¹ Le mot cochon est la traduction française du mot « cochino » qui en espagnol cubain désigne une sorte de poisson.

² Attorney General = Ministre de la justice

³ Secrétaire à la Défense = Ministre de la Défense

DOSSIER DOCUMENTAIRE

DOCUMENT

1

[...] La réaction américaine quant à elle doit beaucoup à l'indignation et à la colère de Kennedy. On le sait, Kennedy n'attachait pas grande importance à la signification stratégique de ces missiles. Pour autant, il était hors de question de tolérer leur présence à Cuba. Lors de la première réunion de l'ExComm [16 octobre], l'ensemble des participants se prononce en faveur des frappes aériennes, y compris le Président. [...]

Du côté américain, la prise de conscience des risques encourus par la confrontation à Cuba devient clairement perceptible chez le président dès le troisième jour de la crise [18 octobre]. Ce n'est pas l'utilisation délibérée de l'arme nucléaire par Khrouchtchev qui est la plus redoutée. Le risque principal aux yeux du président Kennedy est la perte de contrôle d'une situation explosive, l'enchaînement d'une escalade involontaire, le déclenchement d'un conflit nucléaire par inadvertance. [...] La crainte d'être tenu responsable du plus grand cataclysme de l'histoire de l'humanité et non pas celle d'en être la victime, guide la décision de Kennedy ⁽¹⁵⁾. [...] Le blocus semble pour Kennedy l'option la moins risquée. Une fois la fureur de l'imposture soviétique digérée, l'option des frappes aériennes, en dépit des arguments insistants des militaires ⁽¹⁶⁾, perd de son attrait. [...]

Autant qu'on puisse en juger, ce même phénomène [de crainte] se rencontre chez Khrouchtchev. La sensation de perdre le contrôle des événements est patente chez le Secrétaire général. La détection d'un U-2 sur la Sibérie, finalement escorté à bon port sans dommage, et la destruction d'un autre au-dessus de Cuba horrifient Khrouchtchev. Contre l'avis des militaires, il décide de répondre positivement au message de Kennedy [invitant à une solution négociée], et pour être sûr que sa réponse n'arrive pas trop tard, celle-ci est diffusée à la radio [28 octobre].

(Les notes numérotées sont de l'auteur)

⁽¹⁵⁾ M. Bundy utilise la métaphore suivante : « *Ce n'était pas la crainte du fantassin, sa peur d'être tué quand le moment viendrait de débarquer sur la plage ou de franchir la colline. C'était plutôt la crainte de l'officier qui, ayant ordonné à ses hommes de « charger », sentait soudainement qu'il avait donné le mauvais ordre, et qu'il pouvait envoyer au désastre ceux dont il était responsable. C'était la crainte d'être responsable, pas d'être une victime; et je peux dire qu'elle était profonde en ce dernier week-end de la crise* ». Cité dans l'ouvrage de Blight James G., *The Shattered Crystal Ball*, Rowman & Littlefield Publishers, 1990, p. 8.

⁽¹⁶⁾ Lemay utilisera les mêmes arguments liés à la réputation des États-Unis pour justifier l'option militaire : « *Nous avons pris des résolutions fortes à propos de Cuba, c'est-à-dire que nous agirions contre des armes offensives. Je pense qu'un blocus, qu'un débat politique seraient considérés par beaucoup de nos alliés et de pays neutres comme étant une réponse assez faible. Et je suis certain que beaucoup de nos concitoyens la ressentiraient comme telle également* ». Cité dans l'ouvrage de Zelikow Philip et Ernest R. May, *The Kennedy tapes inside the White House during the cuban missile crisis*, 1997, p. 182.

Jean-Yves HAINE, *Kennedy, Khrouchtchev et les missiles de Cuba. Choix rationnel et responsabilité individuelle*, in *Cultures & Conflits*, n° 36, 2000

Page consultée le 17 juin 2011

NOTICE

Jean-Yves HAINE est professeur à l'Université de Toronto (département de sciences politiques). Diplômé en droit de l'Université de Louvain, il est également titulaire d'un master en relations internationales de la Sorbonne et d'un doctorat en sciences politiques (Sciences Po, Paris). Auteur de plusieurs livres et articles scientifiques, il collabore notamment à la revue française *Culture & Conflits*, soutenue par le CNRS (Centre national de la recherche scientifique).

~~TOP SECRET~~

NOTES ON OCTOBER 21, 1962 MEETING WITH THE PRESIDENT

~~TOP SECRET~~

NOTES ON OCTOBER 21, 1962 MEETING WITH THE PRESIDENT

1. The meeting was held in the Oval Room at the White House and lasted from 11:00 a.m. to approximately 12:00 p.m. In attendance were the Attorney General, General Taylor, General Sweeney and the Secretary of Defense.
2. The Secretary of Defense stated that following the start of an air attack, the initial units of the landing force could invade Cuba within 7 days. The movement of troops in preparation for such an invasion will start at the time of the President's speech. No mobilization of Reserve Forces is required for such an invasion until the start of the air strike. General LeMay had stated that the transport aircraft, from Reserve and Guard units, which would be required for participation in such an invasion, can be fully operational within 24 to 48 hours after the call to active duty.
3. The Secretary of Defense reported that, based on information which became available during the night, it now appears that there is equipment in Cuba for approximately 40 MIG or 1120 aircraft. (Mr. McNamara, who joined the group 15 or 20 minutes after the start of the discussion, confirmed this report.) The location of the sites for 36 of these launchers is known. 22 of the 36 known sites appear to have sufficient equipment on them to be included in any air strike directed against Cuba's missile capability.
4. He believes that 40 launchers would normally be equipped with 80 missiles. John Malone reported yesterday that a Soviet ship believed to be the vessel in which the Soviets have been sending missiles to Cuba has made a sufficient number of trips to that island, within recent weeks, to offload approximately 40 missiles. Therefore, we assume there are approximately that number on the island today, although we have only located approximately 20 of these.
5. General Sweeney outlined the following plan of air attack, the object of which would be the destruction of the known Cuban missile capability.
 - a. The 3 surface-to-air missile installations in the vicinity of the known missile sites, would each be attacked by approximately 3 aircraft. The 3 SAM sites defending the missile sites would be covered by 12 U.S. aircraft per field. In total, the defense suppression operations, including the necessary replacement aircraft, would require approximately 100 aircraft.
 - b. Each of the launchers at the 8 or 9 known sites (a total of approximately 22 in 20 launchers) would be attacked by 3 aircraft. For the purpose, a total of approximately 200 aircraft would be flown.
 - c. The U.S. aircraft covering the 3 SAM airfields would attack the SAM's if they become airborne. General Sweeney strongly recommended attacks on each of the airfields to destroy the SAM aircraft.

DECLASSIFIED BY NARA DATE 5/85

~~TOP SECRET~~

~~TOP SECRET~~

6. General Sweeney stated that he was certain the air strike would be "successful"; however, even under optimum conditions, it was not likely that all of the known missiles would be destroyed. (As noted in 4 above, the known missiles are probably no more than 60% of the total missiles on the island.) General Taylor stated, "The best we can offer you is to destroy 80% of the known missiles." General Taylor, General Sweeney and the Secretary of Defense all strongly emphasized that in their opinion the initial air strike must be followed by strikes on subsequent days and that these in turn would lead inevitably to an invasion.
7. CIA representatives, who joined the discussion at this point, stated that it is probable the missiles which are operational (it is estimated there are now between 8 and 12 operational missiles on the island) now have insufficient capability for firing with from 2-1/2 to 3 hours notice. Included in the notice period is a countdown requiring 30 to 40 minutes. In relation to the countdown period, the first wave of our attacking aircraft would give 10 minutes of warning; the second wave, 40 minutes of warning; and the third wave a proportionately greater warning.
8. As noted above, General Sweeney strongly recommended that any air strike include attacks on the MIG aircraft and, in addition, the IL28's. To accomplish the destruction of these aircraft, the total number of sorties of such an air strike should be increased to 100. The President agreed that if an air strike is ordered, it should probably include in its objective the destruction of the MIG aircraft and the IL28's.
9. The President directed that we be prepared to carry out the air strike Monday morning or any time thereafter during the remainder of the week. The President recognized that the Secretary of Defense was opposed to the air strike Monday morning, and that General Sweeney favored it. He asked the Attorney General and Mr. Malone for their opinions.
 - a. The Attorney General stated he was opposed to such a strike because (1) "it would be a Pearl Harbor type of attack," (2) it would lead to unpredictable military responses by the Soviet Union which could be so serious as to lead to general nuclear war. He stated we should start with the initiation of the blockade and thereafter "play for the breaks."
 - b. Mr. Malone agreed with the Attorney General, but emphasized he believed we should be prepared for an air strike and thereafter an invasion.

Robert S. McNamara
10/21/62

~~TOP SECRET~~

DECLASSIFIED
NLK-78-627
by [signature] NARA Date 5/85

Robert S. McNamara
Robert S. McNamara
10/21/62

~~TOP SECRET~~

Extraits :

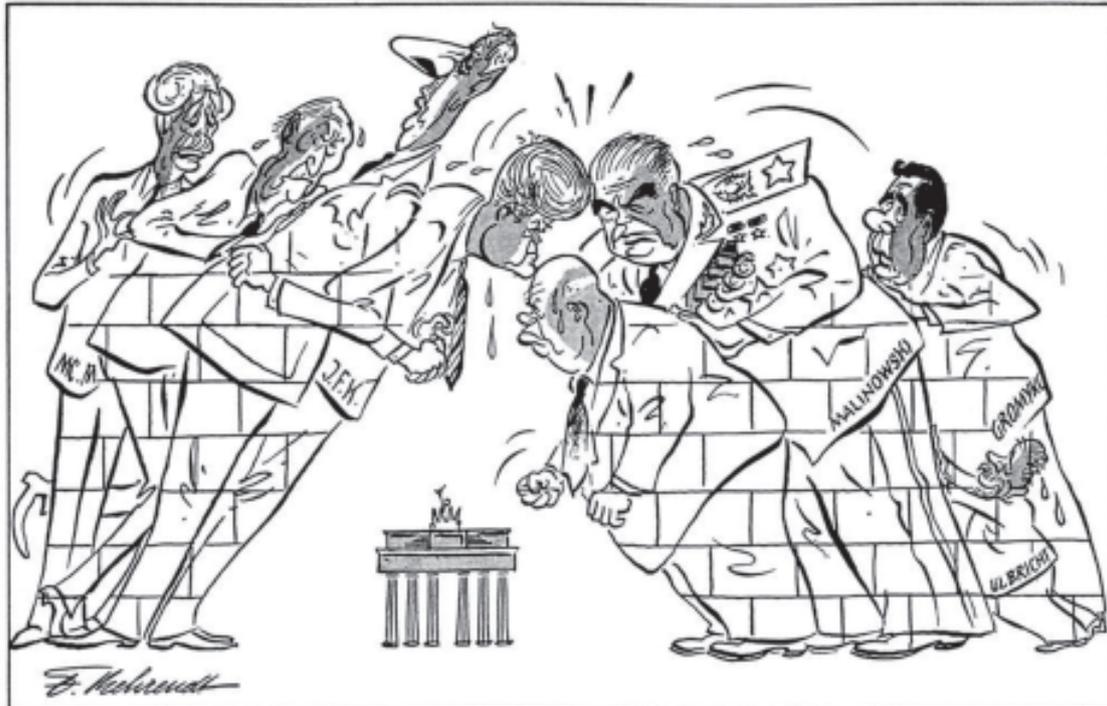
NOTES À PROPOS DU 21 OCTOBRE 1962 RÉUNION AVEC LE PRÉSIDENT

1. La réunion se déroula dans le Bureau ovale à la Maison-Blanche et dura de 11:30 à approximativement 12:30. Y assistèrent le Ministre de la Justice, le général Taylor, le général Sweeney et le Secrétaire à la Défense.
2. Le Secrétaire à la Défense déclara que suite à une attaque aérienne, les premières unités des troupes de débarquement pourraient envahir Cuba endéans une période de sept jours. Le mouvement de troupes préparatoire à une telle invasion commencerait au moment du discours présidentiel. [...]
5. Le général Sweeney exposa les grandes lignes du plan de l'attaque aérienne [...], dont l'objet serait la destruction de la capacité de missiles connue de Cuba.
6. Le général Sweeney déclara qu'il était certain que le raid aérien serait une 'réussite' ; cependant, même dans des conditions optimales, tous les missiles connus n'allaient sans doute pas être détruits. [...] Le général Taylor déclara, « La meilleure chose que nous puissions vous offrir est de détruire 90 % des missiles connus. » Le général Taylor, le général Sweeney et le Secrétaire à la Défense insistèrent fortement sur le fait que, selon eux, le premier raid aérien devait être suivi par d'autres raids les jours suivants et que ceux-ci, à leur tour, mèneraient inévitablement à une invasion.
9. Le Président ordonna que nous nous préparions à réaliser les raids aériens lundi matin ou, par la suite, à n'importe quel moment de la semaine. Il sollicita l'opinion de l'Attorney General : l'Attorney General déclara qu'il était opposé à une telle frappe aérienne car :
 1. « Ce serait une attaque du même type que celle de Pearl Harbour. »
 2. Cela conduirait à des réponses militaires imprévisibles de l'Union soviétique susceptibles de mener à une guerre nucléaire générale.Il déclara que nous devrions commencer par l'instauration d'un blocus et par la suite « jouer sur les faiblesses de l'adversaire. »

R. McNAMARA, *Notes à propos du 21 octobre 1962 - Réunion avec le Président*

NOTICE

Ces notes rédigées lors de la réunion de l'ExComm du 21 octobre par Robert McNAMARA, Secrétaire à la Défense (1961-1968), sont classées « Top Secret ». Comme d'autres pièces des archives de la Sécurité nationale (The National Security Archive), elles ont été déclassifiées en 1985 et sont accessibles sur le site de The George Washington University.
L'Attorney General cité dans ces notes est Robert KENNEDY, frère du Président.



« Points de vue berlinois ».

F. BEHRENDT, *Caricature*, 1962

De gauche à droite :

Groupe de gauche : le premier ministre britannique Harold Macmillan, le chancelier de la RFA Konrad Adenauer, le président français Charles de Gaulle et le président américain John F. Kennedy.

Groupe de droite : le premier secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique Nikita Khrouchtchev, le ministre de la défense soviétique Rodion Malinowski, le président de la RDA Walter Ulbricht et le ministre des Affaires étrangères soviétique Andreï Gromyko.

NOTICE

Fritz BEHRENDT (1925-2008), caricaturiste d'origine allemande de renommée internationale. Après la guerre, sympathisant du communisme, il s'engage politiquement en RDA et en Yougoslavie. À partir de 1950, il abandonne ses idées communistes et milite contre toutes les dictatures. Il mène une carrière internationale comme illustrateur et caricaturiste pour de nombreux journaux prestigieux aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, aux États-Unis... Il publie au fil des années de nombreux livres avec ses dessins. En 2000, il reçoit le prix de la meilleure caricature de l'année (United Nations Award).

Le président Kennedy, dans un ultimatum, exigea que nous retirions les fusées et les bombardiers amenés à Cuba. Je garde un souvenir très vif de ces journées. Je me rappelle particulièrement cet échange avec Kennedy parce que j'en pris moi-même l'initiative et que, dans la mesure où c'est moi qui envoyais les messages et recevais les réponses, je restai jusqu'au bout au cœur de l'action. Je revendique l'entière responsabilité du contact direct qui s'établit entre le président Kennedy et moi-même au moment le plus crucial et le plus dangereux de la crise.

Ce moment arriva au bout de six ou sept jours, quand notre ambassadeur à Washington, Anatole Dobrynine, nous informa que le frère du président, Robert Kennedy, était venu le trouver officieusement [27 octobre]. Le rapport de Dobrynine disait en substance :

Robert Kennedy semblait épuisé. On voyait à ses yeux qu'il n'avait pas dormi depuis plusieurs jours. Il me dit lui-même qu'il n'avait plus mis les pieds chez lui depuis six jours et six nuits. « *Le président est dans une situation périlleuse, dit Robert Kennedy, et il ne sait comment en sortir. Notre marge de manœuvre est terriblement réduite. En fait, nous subissons la pression de nos militaires qui veulent employer la force contre Cuba. En ce moment même, le président est sans doute à sa table en train de rédiger un message pour le président Khrouchtchev. Nous vous demandons, M. Dobrynine, de transmettre ce message en dehors des canaux officiels. Le président Kennedy supplie M. Khrouchtchev d'accepter sa proposition et de tenir compte des particularités du système américain. Le président est lui-même tout à fait contre l'idée d'une guerre à propos de Cuba, mais un irréversible enchaînement de circonstances pourrait l'y entraîner contre sa volonté. C'est pourquoi il s'adresse directement à M. Khrouchtchev et lui demande de l'aider à liquider ce conflit. Si la situation reste ce qu'elle est, il n'est pas certain que les militaires ne le renverseront pas pour prendre le pouvoir. L'armée américaine risque d'échapper à notre contrôle.* » [...]

Je compris qu'il devenait urgent de reconsidérer notre position. « *Camarades, dis-je, il nous faut trouver un moyen de sortir de ce conflit sans nous humilier. En même temps, bien sûr, nous devons prendre garde à ne pas compromettre la situation de Cuba.* » Une note fut envoyée aux Américains dans laquelle nous nous déclarions prêts à évacuer les fusées et les bombardiers si le président nous donnait l'assurance que Cuba ne ferait l'objet d'aucune invasion de la part des États-Unis ou de tout autre pays. Finalement, Kennedy céda et accepta de faire une déclaration dans laquelle il prenait cet engagement.

N. KHROUCHTCHEV, *Souvenirs*, Paris, 1971, p. 471-473

NOTICE

Nikita KHROUCHTCHEV (1894-1971) succède à Staline à la tête de l'URSS en 1953. Il est contraint de démissionner en 1964. Ces *Souvenirs* parviennent en Occident en 1970 par bribes et sous des formes diverses dont des enregistrements. Dès la publication, l'authenticité du document est controversée. Certains experts hésitent à y faire référence, d'autres invoquent le style et le contenu pour soutenir qu'il est authentique, d'autres encore affirment que Khrouchtchev lui-même aurait nié avoir écrit ou dicté *Souvenirs*.

Les tirs contre les avions américains ont commencé à Candelaria, tôt le matin, le jour où l'avion U2 fut abattu [27 octobre]. [...] Je me suis dit alors : je vais faire une lettre à Khrouchtchev pour lui donner du courage. J'ai eu peur que ces gens commettent une erreur historique. [...] Il fallait maintenir notre position avec fermeté et je me suis décidé à écrire une lettre à Nikita, à ce moment-là, pour lui donner du courage et l'exhorter à ce qu'il ne flanche pas (Rires).

[...] Mon opinion était que, en cas d'invasion, il fallait leur envoyer une bordée de missiles nucléaires massive et totale [...]. Je ne lui disais pas : mettez-leur en une volée, mais s'ils attaquent, s'il envahissent, c'est une situation tellement dramatique et à laquelle il sera tellement difficile de faire face que l'on ne doit pas perdre de temps à des sottises, ni à donner à l'ennemi le temps de lancer la première frappe.

À ce moment, je lui ai présenté une sorte de condoléance, vraiment, parce qu'il était dans ce merdier et je me suis dit : « Cet homme doit être triste ! » [...]

Dans ces moments [...] nous n'envisagions pas avec légèreté l'idée que nous pouvions disparaître. [...] J'étais sûr qu'il n'y avait pas un autre endroit au monde où les gens étaient plus calmes qu'ici [...]. C'est un fait très intéressant, parce que nous étions en fait dans l'antichambre de l'holocauste et nous nous racontions des blagues [...]. Evidemment, nous savions qu'on allait nous faire jouer le rôle du mort, mais nous étions décidés à le jouer [...].

Ayant commencé à perdre foi en la politique soviétique, nous avons commencé à modifier notre tactique. Et si, à un moment, nous luttions pour que les avions restent et pour que les troupes restent aussi, par la suite, nous avons décidé que dans une telle situation - face à un allié en total retrait et même au-delà de la capitulation, qui prend ses jambes à son cou - il fallait au moins essayer de sauver certaines choses [...].

Extrait de l'intervention de Fidel CASTRO devant le Comité central du Parti Communiste cubain les 25 et 26 janvier 1968

NOTICE

Cet extrait provient d'un discours de 12 heures prononcé par le Chef d'État cubain en 1968. Lors d'une mission de recherche à Cuba, Vincent TOUZE, chercheur au Centre de recherches et d'études sur l'Amérique latine et Caraïbes (Crealc) de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, a transcrit le discours au départ de l'enregistrement et en a publié des extraits dans un article paru dans *Le Monde* en août 1997.

Le Président arriva à la Maison-Blanche à 13h40 et alla nager. Je m'assis au bord de la piscine et nous parlâmes [20 octobre]. À 14h30, nous entrâmes dans le Bureau Ovale. La réunion se poursuivit jusqu'à 17h40. Convoquée comme une réunion officielle du Conseil national de sécurité, elle comprenait un plus grand nombre de personnes, dont certaines n'avaient pas participé jusque-là aux délibérations. McNamara présenta les arguments en faveur du blocus ; d'autres présentèrent les arguments en faveur de l'attaque militaire. Dans l'ensemble, la discussion fut vigoureuse et ordonnée, quoique certaines déclarations acceptées comme des évidences fussent, de mon point de vue, tout à fait contestables. Ainsi, un membre de l'état-major fit valoir que nous étions en droit d'utiliser des armes nucléaires, puisque nos adversaires ne manqueraient pas d'utiliser les leurs en cas d'attaque. En écoutant, je pensais aux nombreuses occasions où j'avais entendu les militaires prendre des positions qui, si elles étaient erronées, avaient du moins l'avantage que plus personne ne se trouverait là pour s'en apercevoir.

[...] À 19 heures [22 octobre], le Président s'adressa à la nation à la télévision et expliqua la situation à Cuba et les raisons du blocus. Il était calme et convaincu d'avoir choisi la bonne voie. Il insista dans son discours sur le fait que le blocus n'était que le premier pas. Il avait donné l'ordre au Pentagone de tout mettre en œuvre pour préparer une action militaire plus importante. [...] Ce soir-là, nous nous couchâmes pleins d'inquiétude et d'appréhension, mais remplis aussi d'un sentiment de fierté devant l'énergie, la vigueur intellectuelle et le courage du Président des États-Unis. Personne ne pouvait prévoir ce que réservaient les jours à venir, mais nous sentions tous que, grâce à sa propre sagesse et à sa dignité personnelle, le Président aurait le soutien d'un pays uni.

R. KENNEDY, *13 jours La crise des missiles de Cuba*, Paris, 1968, p. 46 et p. 52-53

NOTICE

Robert KENNEDY (1925-1968), homme politique américain, Attorney General de janvier 1961 à septembre 1968. Il est le frère cadet du Président des États-Unis. À l'automne 1967, il dicte, à partir de ses notes et souvenirs personnels, un récit qui sera publié en 1968, peu après sa mort, sous le titre *Thirteen Days A Memoir of the Cuban Missile Crisis*.

Télégramme diplomatique

M. Alphand, Ambassadeur de France à Washington, au Ministère des Affaires étrangères.

T. n° 6015 Washington, 27 octobre 1962

Message pour M. Vimont (directeur du personnel et de l'Administration générale au Département)

Le tour pris par les événements m'amène à envisager, au cas où la crise actuelle conduirait à l'ouverture des hostilités, l'installation des services de l'ambassade à proximité du P.C. (poste de commandement) de campagne du président Kennedy. Dans cette perspective, Britanniques, Allemands et Suisses ont déjà fait l'acquisition de propriétés dans la vicinity (voisinage) de ce P.C. Ils ont doté ces locaux d'installations radio, qui leur permettraient de demeurer en contact avec leurs capitales même au cas où les câbles sous-marins seraient coupés. Des permanences ont déjà été installées par nos partenaires dans ces mêmes locaux.

Je serais reconnaissant au Département de m'ouvrir un crédit de 200 000 dollars pour l'acquisition par nous :

1. D'une propriété et d'un immeuble dans la zone de repli.
2. D'une installation radio qui devrait être mise en place dans les meilleurs délais.

M. ALPLHAND, *Télégramme diplomatique*, Washington, 27 octobre 1962

NOTICE

Hervé ALPHAND (1907-1994), diplomate français, est ambassadeur de France aux États-Unis entre 1956 et 1965. Il joue un rôle prépondérant dans les relations franco-américaines et, lors de son séjour à Washington, il entretient des relations d'amitié avec le couple présidentiel Kennedy.

RÉFÉRENCES DES DOCUMENTS

Document 1

Jean-Yves HAINE, *Kennedy, Khrouchtchev et les missiles de Cuba. Choix rationnel et responsabilité individuelle*, in *Cultures & Conflits*, n° 36, 2000, (mis en ligne le 20 mars 2006).

<<http://conflits.revues.org/index594.html>>

Page consultée le 17 juin 2011

Document 2

Secretary of Defense Robert McNamara, military briefing, *Notes on October 21, 1962 Meeting with the President. The National Security Archive*. The George Washington University.

<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/nsa/cuba_mis_cri/docs.htm>

Page consultée le 22 octobre 2011

Document 3

Fritz BEHRENDT, *Trotz alledem. Eine Auswahl von 100 politischen Karikaturen*. Uitgeverij Nijgh & van Ditmar, Rotterdam – 's Gravenhage, o. J. (ca. 1962), unpag. (ca. Seiten H = 16 cm x 23 cm), illustr. Hochglanz-Pappeinb

Document 4

Nikita KHROUCHTCHEV, *Souvenirs*, Robert Laffont, Paris, 1971, p. 471-473

Document 5

Extrait du procès-verbal de l'intervention de Fidel CASTRO devant le comité central du Parti Communiste cubain les 25 et 26 janvier 1968. *Le Monde*, 15 août 1997, p. 11

Document 6

R. KENNEDY, *13 jours La crise des missiles de Cuba*, Grasset, Paris, 1968, p.46 et p.52-53. Traduit de l'américain par Madeleine Chapsal

From THIRTEEN DAYS: A MEMOIR OF THE CUBAN MISSILES CRISIS by Robert F. Kennedy. Copyright © 1968 McCall Corporation. Used by permission of W. W. Norton & Company, Inc.

Document 7

Documents diplomatiques français – 1962 (1^{er} juillet – 31 décembre), Imprimerie nationale, Paris, 1999, p. 342-343

Document 8

Le Drapeau Rouge du 29 octobre 1962